

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **La corde continue de se serrer autour du cou de la Grèce !**

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 24 août 2015

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Pendant les négociations qui ont conduit à l'accord du 13 juillet, le noeud coulant était tenu d'une main ferme par la BCE qui asphyxait les banques grecques. C'est sous la menace d'une faillite de ces banques qu'Alexis Tsipras a été obligé de signer un accord qu'il qualifiait pourtant d'« absurde ».

## **La Grèce ne sort pas de la zone euro mais c'est au prix de la poursuite de son effondrement**

En 5 ans, les remèdes de la Troïka (BCE, FMI, Commission) ont plongé la Grèce dans une triple catastrophe. Une catastrophe économique : le PIB de la Grèce a diminué de plus de 26 % depuis 2009. Une catastrophe sociale : le chômage frappe 27 % de la population active. Une catastrophe financière : la dette publique grecque (dont la réduction était pourtant le prétexte des politiques imposées par la Troïka) est passée de 120 % à 180 % du PIB grec entre 2009 et 2014.

Visiblement, aucun bilan n'a été tiré d'une politique aussi désastreuse et c'est une aggravation de cette politique qui est, aujourd'hui, imposée à la Grèce.

## **L'« accord » du 13 juillet exige un litre de sang supplémentaire d'un malade déjà saigné à blanc**

Les Grecs n'ont jamais vu un seul euro des soi-disant « plans d'aide ». Ces prêts allaient alimenter les comptes des banques européennes, au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des titres de la dette publique grecque qu'elles détenaient. Une nouvelle dette remplaçait l'ancienne et en contrepartie, la Grèce subissait une politique d'austérité et de « réformes structurelles » qui l'ont saignée à blanc.

Après l'accord du 13 juillet, l'« aide » à la Grèce poursuit toujours le même objectif : rembourser ses créanciers. Ces créanciers sont maintenant des créanciers publics puisqu'en 2012 les banques avaient réussi à transférer leurs dettes à des institutions publiques : FMI, BCE, Etats européens. Les prêts de 86 milliards d'euros, prévus par l'accord du 13 juillet seront versés par tranches successives et toujours sous conditions, par l'Union européenne et peut-être le FMI. Ils permettront, avant tout, de rembourser les prêts du FMI, de la BCE et des Etats européens !

Les Grecs devront, de nouveau, se saigner aux quatre veines pour permettre au serpent de continuer à se mordre la queue : les nouvelles dettes servant à rembourser les anciennes. Ils subiront de nouvelles baisses du montant des retraites et des prestations sociales, une hausse de la TVA, l'abrogation de la récente loi sur le contrat de travail, la dérégulation du marché du gaz, la suppression des subventions pour les agriculteurs, la dérégulation du marché des médicaments, l'expulsion facilitée des débiteurs des banques et ils verront leurs biens publics bradés au profit des multinationales...

## **François Hollande a remporté une victoire à la Pyrrhus**

Le « Grexit » a été évité, mais c'est reculer pour aussi mal sauter car les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les « réformes structurelles » exigées de la Grèce la plongeront dans une récession encore plus profonde et

les objectifs fixés par l'accord du 13 juillet ne pourront pas être tenus. La droite allemande aura, alors, beau jeu, d'exiger que la Grèce soit expulsée de l'euro.

# **Il est grand temps, pour François Hollande, de tenir son engagement de « réorienter l'Union européenne »**

Aujourd'hui, il a la possibilité de rattraper son refus, à l'automne 2012, d'essayer de changer un seul mot du traité Merkel-Sarkozy (le TSCG), qu'il s'était pourtant engagé à renégocier.

De très nombreux citoyens, dans toute l'Union européenne, ont été scandalisés par la brutalité de l'« accord » imposé par la force au peuple grec, au mépris de la volonté populaire clairement exprimée lors du référendum du 5 juillet qui avait donné 61 % au « non ».

François Hollande peut s'appuyer sur ce revirement de l'opinion publique pour demander une restructuration de la dette grecque (le FMI reconnaît, lui-même, qu'elle n'est pas soutenable), pour exiger que les « remèdes » absurdes imposés à la Grèce prennent fin et que l'Union européenne qui avaient su trouver 1 616 milliards d'euros entre 2008 et 2011 pour sauver les banques privées puisse dégager 200 milliards pour permettre à la Grèce de reconstruire son économie.

## **Cela permettrait de sauver, du même coup, l'Union européenne**

L'Union aurait toutes les peines du monde à survivre à une expulsion de la Grèce de la zone euro. Les marchés financiers, constateraient que l'euro n'est plus une monnaie unique mais un conglomerat de monnaies portant le même nom, sans le moindre lien de solidarité entre elles. Ils en tireraient aussitôt les conclusions et se mettraient à spéculer sans retenue contre tous les maillons faibles de cette zone : le Portugal, Chypre, l'Espagne, l'Italie et, finalement, la France.

Un boulevard sera, ainsi, ouvert à l'extrême droite, non seulement en Grèce, mais dans toute l'Union.